

L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT AU POUVOIR

Dans « *L'Échelle des Valeurs* » de janvier, nous avons mis en évidence les liens entre Guillaume et François Sarkozy, deux frères du Président de la République et le commerce de la santé. Nous avons aussi révélé la relation entre Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la Santé, et les laboratoires pharmaceutiques. Il y a juste un an, nous évoquons la carrière menée par Roselyne Bachelot auprès des laboratoires ICI Pharma et SoguiPharma, en parallèle avec ses activités politiques (1). Le scandale continue avec de nouveaux noms associés à l'affaire du Mediator.

Le 20 janvier, visitant l'hôpital de Châtillon-sur-Indre (Indre), Nicolas Sarkozy a dit : « *Il faut tirer toutes les leçons de ce dossier* », évoquant le Mediator, ce médicament qui aurait provoqué la mort de 500 personnes. Puis il a promis que le gouvernement engagerait « *une refondation en profondeur de la politique du médicaments* ».

A aucun moment il n'a parlé d'inviter le Premier ministre à donner leur congé aux membres du gouvernement et de leurs cabinets en relations étroites avec les laboratoires pharmaceutiques. C'est pourtant le fond du problème.

Quand il occupait les fonctions de ministre de la Santé, entre 2005 et 2006, Xavier Bertrand lui-même comptait deux éminences grises issues des laboratoires dans son cabinet.

D'une part le professeur Gérard Bréart, praticien hospitalier, spécialiste de la Santé publique et membre de l'INSERM, qui servait comme « *chargé de la recherche* ». D'autre part le professeur Françoise Forette, enseignante à l'Université Paris V et présidente du conseil de surveillance de l'hôpital Broca.

Tous les deux ont rédigé des études rémunérées pour le laboratoire Servier, incriminé dans l'affaire du Mediator. Bréart a reconnu ses relations d'intérêt avec Servier. Quant à Forette, elle a aussi travaillé comme conférencière pour cette société et

depuis bientôt vingt ans, fait partie de son jury, pour décerner un prix à de jeunes chercheurs.

Bertrand, piqué au vif par les révélations publiées par « *Le Canard Enchaîné* », a pondu un communiqué dans lequel il nie avoir eu connaissance de liens financiers entre Servier et ses deux collaborateurs.

Nous ne nous permettrons pas de douter sa parole. Néanmoins, concurrence de circonstances sans doute, en mars 2006, la Haute autorité de santé avait estimé le Mediator ne présentant « *aucun intérêt de santé publique* ». Bertrand, contre toutes attentes, avait pourtant décidé de le maintenir sur la liste des médicaments remboursables par la Sécurité sociale.

Pour se défendre, Bertrand affirme que « *la proposition de dérembourser le Mediator ne lui a pas été soumise par la commission de la transparence de la Haute autorité de santé, instance compétente sur le sujet* ».

Il nous faut bien conclure, les services de l'État fonctionnent mal ou, plus grave, le système est pourri jusqu'à l'os.

Autre détail, comme par hasard, les deux professeurs, Bréart et Forette sont aussi très actifs dans la fondation travaillant sur la maladie d'Alzheimer, structure créée en 1985 par trois laboratoires, dont Servier. En 2008, nous souvenons-nous, nous avons parlé des relations entre Nicolas Sarkozy et un centre d'étude israélien,

le Technion (2), très actif dans la recherche sur l'Alzheimer. De l'intérêt accordé aussi par son frère Guillaume à cette maladie. Faut-il croire celle-ci devenue un carrefour d'intérêts ?

On a aussi remarqué plus haut nos compères, Bréart et Forette, tous deux concernés par la recherche médicale. Or on reconnaît là un mode d'approche courant des laboratoires pour séduire les personnalités politiques et principalement les députés.

L'un d'eux, député UMP de la Dordogne, nous a confié avoir subi un assaut sous ce prétexte. En homme de coeur, conscient de l'importance de la recherche pour améliorer le confort médical de nos compatriotes, il avait participé à plusieurs réunions traitant du sujet. S'apercevant qu'il s'agissait d'une manipulation destinée à soutenir les seuls profits des laboratoires, il s'était retiré.

Tout le monde ne fait pas preuve de la même probité et l'on voit, au mépris des interdits pesant sur le conflit d'intérêts, les marchands de pilules bien au chaud au coeur du pouvoir. Du reste, Bertrand est à nouveau ministre de la Santé dans l'actuel gouvernement et Bachelot y figure aussi.

(1) In « *L'Échelle des Valeurs* » de février 2010 : « *Roselyne Bachelot, ses vaccins et ses pilules roses* ».

(2) In « *L'Échelle des Valeurs* » de mars 2008 : « *Les coulisses du plan Anti-Alzheimer de Sarkozy* ».

